

# LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

Pour un développement juste, égalitaire et solidaire

Rédigé par le Mouvement des Travailleurs  
Ruraux Sans Terre du Brésil en 2002

Le Brésil est régulièrement cité comme une des dix plus grandes puissances économiques des pays occidentaux. Le gouvernement n'épargne pas sa peine pour vanter notre potentiel économique et la presque inépuisable richesse des ressources naturelles présentes sur notre territoire national. Cependant cette propagande cache une réalité perverse qui, au-delà des données statistiques sèches, révèle les conditions de vie inhumaines de la plus grande partie de notre population.

Une enquête de l'Organisation Mondiale de la Santé au sujet de l'efficacité de notre système de santé a classé le Brésil en 125<sup>e</sup> position sur un total de 191 pays. Au classement par Indice de Développement Humain, nous occupons la 74<sup>e</sup> place sur 174 pays enquêtés par le Programme des Nations Unies pour le Développement et, pour l'indice de pauvreté humaine du P. N. U. D., nous sommes en 39<sup>e</sup> position. Par rapport à l'analphabétisme, nous occupons la 76<sup>e</sup> position selon l'U. N. E. S. C. O. Entre 1998 et 1999 le pourcentage de pauvres par rapport au total de la population est passé de 32,7 à 33,9. Près de 55,6 millions de brésiliens vivent avec moins de 100 réais par mois (1). En 1999, près de 3 millions de brésiliens sont devenus pauvres, soit, en une seule année, presque l'équivalent de la population de Buenos-Aires. Nous sommes les champions de l'inégalité sociale.

Voilà les conditions de vie de la population d'un pays qui se glorifie d'avoir, en 1997, un Produit Intérieur Brut de 804 milliards de dollars.

En effet, à lui seul, le développement économique ne garantit pas que la richesse produite est distribuée à toute la population. La distribution de cette richesse dépend, avant tout, de décisions politiques. Pour cette raison nous, Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (M. S. T.), en qualité de membres de Via Campesina, réaffirmons la nécessité de nous organiser et de lutter contre le modèle néo libéral, ainsi que l'indique la Déclaration de Bangalore (Inde), adoptée en d'octobre 2000.

Il faut :

- lutter contre les effets négatifs de la globalisation et les dictats des accords régionaux de commerce et de ceux de l'Organisation Mondiale du Commerce qui détruit nos moyens de subsistance, notre culture et notre environnement ;
- lutter contre la libéralisation forcée du commerce des produits agricoles et l'importation d'aliments bon marché qui détruisent les communautés et les cultures rurales en imposant de nouvelles habitudes alimentaires. Les aliments locaux et traditionnels sont peu à peu remplacés par des produits alimentaires importés, généralement de qualité moins bonne ;
- lutter contre la faim et les migrations forcées. Nous revendiquons la souveraineté alimentaire, ce qui signifie le droit de produire de nos propres aliments ;
- lutter pour que cesse immédiatement la politique de criminalisation menée contre tous ceux qui luttent pour de meilleures conditions de vie. Nous dénonçons des opérations militaires violentes qui ont lieu dans le monde entier en vue d'éliminer les personnes qui cherchent la justice;
- lutter contre les politiques de la Banque Mondiale et du F. M. I. et des autres institutions internationales qui implantent, par abus de confiance, de soi-disant politique de développement rural qui, en réalité, ont pour but de voler notre héritage commun : la terre, l'eau, les ressources génétiques;
- lutter contre la privatisation des ressources naturelles. Le brevetage du vivant, y compris des gènes humains, est absolument inacceptable. Nous ne céderons pas la propriété de notre héritage commun et la base de toute notre vie à la corporation des multinationales ;
- lutter pour une juste et authentique réforme agraire. La privatisation de la terre est responsable de l'endettement croissant, de l'accroissement de la faim et des injustices faites aux familles paysannes.

Nous réaffirmons notre engagement en vue de construire des sociétés paysannes solidaires plus justes et durables, de produire nous-mêmes des aliments sains et sûrs pour nos familles et pour l'humanité, de défendre la diversité tant biologique que culturelle et de lutter pour la souveraineté alimentaire des peuples.

Pour cela,

**GLOBALISONS LA LUTTE, GLOBALISONS L'ESPÉRANCE**

São Paulo le 21 mars 2001

(1) en septembre 2002 : 100 réais correspondent à environ 35 €